



**14<sup>ème</sup> législature**

**Question N° :**  
**24979**

**de Mme Lignières-Cassou Martine ( Socialiste, républicain et citoyen -  
Pyrénées-Atlantiques )**

**Question  
écrite**

**Ministère interrogé > Économie et finances**

**Ministère attributaire > Économie et finances**

**Rubrique > ministères et secrétariats  
d'État**

**Tête d'analyse > économie et  
finances : services extérieurs**

**Analyse > direction de la  
concurrence, de la consommation et  
de la répression des fraudes.  
restructuration. perspectives**

Question publiée au JO le : **23/04/2013** page : **4330**

**Texte de la question**

Mme Martine Lignières-Cassou attire l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur les revendications de la direction générale de la concurrence et de la répression des fraudes (DGCCRF) L'intersyndicale des agents de la CCRF des Pyrénées Atlantiques souhaite la remise en question de la RGPP et la sortie du dispositif Réate partitionnant la CCRF en DIRCCTE et DDCSPP. L'intersyndicale regrette le manque de lien hiérarchique complet depuis l'administration centrale jusqu'aux enquêteurs et demande l'abandon de toute suppression d'emplois et la mise en place d'une négociation s'agissant du volume et des qualifications requises pour l'exercice plein et entier des missions. La DGCCRF regrette les déménagements et les projets de relogement de services visant à les regrouper avec d'autres administrations. C'est la raison pour laquelle elle lui demande de bien vouloir porter à sa connaissance les mesures qu'il compte prendre pour réorganiser et améliorer l'organisation administrative et le renforcement des services afin que la DGCCRF puisse mener à bien l'ensemble de ses missions au sein des départements français.